

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 REIMS

Reims, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/07/2022

Contexte et constats

Publié sur 

VIVESCIA

2 rue Clément Ader - BP 1017
51100 Reims

Références : SM3 D3 i 2022 - 598
Code AIOT : 0005701716

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/07/2022 dans l'établissement VIVESCIA implanté Rue Hancourt 51290 MARGERIE HANCOURT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Au sein de l'Unité départementale de la Marne, dans le cadre d'une action collective déclenchée pendant la période des moissons 2022, l'inspection des installations classées a effectué le 22/07/2022 une visite d'inspection inopinée sur le site de la société Vivescia à Margerie Hancourt.

En effet, le principal danger, présenté par les silos de stockage de céréales ou de produits organiques susceptibles de dégager des poussières inflammables, est l'explosion. Le retour d'expérience démontre que c'est lors des périodes de maintenance, travaux par points chaud que les accidents arrivent.

La présence de poussières accumulées dans les différentes zones des bâtiments et les travaux par points chauds augmentent considérablement la probabilité d'une éventuelle explosion.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VIVESCIA
- Rue Hancourt 51290 MARGERIE HANCOURT
- Code AIOT : 0005701716
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

Le site, exploité par la société Vivescia à Margerie-Hancourt, est autorisé à stocker des matières agricoles par arrêté préfectoral n° 96-A-26 du 12/06/1996.

Le 22/07/2022, l'inspection des Installations Classées a procédé au contrôle inopiné des installations suivantes :

- la tour de manutention sur les différents étages ;
- le dessus des cellules du silo ;
- la galerie sous les cellules.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- risque accidentel (danger explosion) :
 - propreté des installations ;
 - suivi thermique des stockages (par sondes) ;
 - maintenance.
- enjeux à proximité (en lien avec l'étude de danger initiale)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Enjeux à proximité des sites autorisés Vivescia	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 10	/	Sans objet
2	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 12/06/1996, article 2.1	/	Sans objet
3	Propreté	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	/	Sans objet
4	Maintenance	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	/	Sans objet
5	Thermométrie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14	/	Sans objet
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 23/09/2004, article 11	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Pour limiter tout évènement accidentel dû principalement à la présence de poussières en suspension, les contrôles de l'inspection des installations classées ont porté sur la propreté des silos et le suivi des températures des matières stockées. Aucun écart aux prescriptions applicables n'a été détecté sur ces 2 thématiques.

Il en est de même pour :

- la situation administrative du site concernant la rubrique 2160-1, jugée conforme ;
- le contrôle et le suivi des installations électriques ;
- le contrôle de la colonne sèche ;
- le contrôle, l'entretien des moyens de lutte contre l'incendie.

Alors qu'il ressort de l'étude de danger en vigueur, un périmètre de sécurité d'un rayon d'environ 80 m en partant des silos de ce site Vivescia localisé à proximité d'une route départementale ; l'inspection des installations classées n'a pas constaté, dans un rayon de 500 m, la présence nouvelle d'installations fixes ou d'habitations habitées par des tiers à sa proximité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Enjeux à proximité des sites autorisés Vivescia

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Distance d'éloignement des silos respectée
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 10 de l'arrêté du 29 septembre 2005 La gravité des conséquences potentielles prévisibles d'un accident sur les personnes physiques, parmi les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, résulte de la combinaison en un point de l'espace de l'intensité des effets d'un phénomène dangereux, définie à l'article 9 du présent arrêté, et de la vulnérabilité des personnes potentiellement exposées à ces effets, en tenant compte, le cas échéant, des mesures constructives visant à protéger les personnes contre certains effets et de la possibilité de mise à l'abri des personnes en cas d'accident si la cinétique de l'accident le permet. Pour les effets toxiques, les personnes exposées se limitent aux personnes potentiellement présentes dans le panache de dispersion du toxique considéré. L'échelle d'appréciation de la gravité des conséquences humaines d'un accident, à l'extérieur des installations, figure en annexe 3 du présent arrêté.
Constats : Alors qu'il ressort de l'étude de danger en vigueur, un périmètre de sécurité d'un rayon d'environ 80 m en partant des silos de ce site Vivescia localisés à proximité d'une route départementale ; l'inspection des installations classées n'a pas constaté, dans un rayon de 500 m, la présence nouvelle d'installations fixes ou d'habitations habitées par des tiers à sa proximité.
Observations : Sans objet
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/1996, article 2.1
Thème(s) : Situation administrative, Tableau des installation classées sur le site dans la nomenclature
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : quantités stockées autorisées dans les silos pour la rubrique 2760
Constats : L'inspection des installations classées constate sur registre la présence de 9 576 t soit environ 12 800 m ³ pour 17 770 m ³ autorisés. L'exploitant déclare par ailleurs que la période des moissons 2022 s'achève ce jour. La situation administrative du site est ainsi jugée conforme pour les installations de stockage de matières agricoles autorisées sous la rubrique 2160-1 de la nomenclature des ICPE.
Observations : Sans objet
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyage des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Article 13 de l'arrêté du 29 mars 2004</p> <p>Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.</p> <p>La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.</p> <p>Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.</p> <p>Constats : L'inspection des installations classées constate sur registre que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les cibles sont bien visibles ; • les dates de nettoyage sont fréquentes, quasi quotidiennes et sont indiquées dans un registre ; • la présence et l'usage d'aspirateurs « Atex ». <p>En cas d'utilisation exceptionnelle de soufflette alimentée par un réseau d'air comprimé, pour nettoyer notamment le dessus des conduits peu accessibles, les consignes de mise à l'arrêt des installations sont appliquées pour limiter tout risque d'explosion lors de l'inévitable mise en suspension des poussières dans l'air ambiant.</p>
Observations : Sans objet
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé. Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport.
Constats : L'inspection des installations classées constate le respect des prescriptions applicables : <ul style="list-style-type: none">• sur place au travers du registre de Sécurité indiquant les dates de passage des organismes de contrôle ;• sur les pièces transmises le 26/07/2022 par l'exploitant (siège Vivescia). Ainsi les dernières vérifications périodiques ont été effectuées le 18/05/2022. Le rapport transmis à l'inspection portant contrôle des circuits électriques (électricité statique, courants vagabonds et, mises à la terre et équipotentialité) ne mentionne pas de non-conformité.
Observations : sans objet
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Thermométrie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification de l'efficacité de la thermométrie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement. La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement.
Constats : L'inspection des installation classées constate que l'exploitant visualise, contrôle et enregistre quotidiennement la température présente des matières stockées dans ses silos.
Observations : Les actions de suivi et de contrôle de température des matières stockées sont respectueuses de la consigne générale diffusée en interne depuis le siège de l'entreprise Vivescia.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/09/2004, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle annuel des installations de protection contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 11 de l'arrêté du 29 mars 2004 L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.
Constats : L'inspection des installations classées constate le respect des prescriptions applicables : <ul style="list-style-type: none">• sur place au travers du registre de Sécurité indiquant les dates de passage des organismes de contrôle ;• sur les équipements contrôlés par sondage (extincteurs, colonne sèche).• sur les pièces transmises le 26/07/2022 par l'exploitant (siège Vivescia). Ainsi ont été effectuées les vérifications périodiques visant : <ul style="list-style-type: none">• le 26/04/2022, le contrôle, la remise en état voire le remplacement des extincteurs pour 2022 ;• le 16/11/2021, la colonne sèche pour l'année 2022 ;
Observations : La fréquence de vérification de la colonne sèche a fait l'objet d'une validation par l'inspection des installations classées à l'Unité départementale de la Marne avec l'exploitant pour convenir de la nécessité de contrôler ce dispositif : <ul style="list-style-type: none">• une fois par an, en interne par une personne habilitée par le chef d'établissement ;• une fois tous les 2 ans, par un organisme extérieur, habilité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet